



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de l'administration pénitentiaire**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Mesures d'urgence simple / Désordres structurels :
Réhabilitation du bâtiment horloge et réparation
des charpentes à la Maison d'Arrêt de Rouen**

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 10 janvier 2025 à 12:00

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE RENNES

18 bis rue de Châtillon
CS 23131
35031 RENNES CEDEX
Tél : 0299268900

Charte      
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Mesures d'urgence simple / Désordres structurels : Réhabilitation du bâtiment horloge et réparation des charpentes à la Maison d'Arrêt de Rouen
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	3
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	Variantes	Lot 3
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	Erreur ! Signet non défini.
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	4
2 - Conditions de la consultation.....	Erreur ! Signet non défini.
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Développement durable.....	5
3 - Les intervenants	Erreur ! Signet non défini.
3.1 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	5
3.2 - Contrôle technique	5
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Conditions relatives au contrat	Erreur ! Signet non défini.
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	6
4.4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Contenu du dossier de consultation	Erreur ! Signet non défini.
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	Erreur ! Signet non défini.
6.1 - Documents à produire.....	7
6.2 - Visites sur site	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	Erreur ! Signet non défini.
7.1 - Transmission électronique	9
7.2 - Transmission sous support papier	10
8 - Examen des candidatures et des offres	Erreur ! Signet non défini.
8.1 - Sélection des candidatures.....	10
8.2 - Attribution des marchés	10
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	11
9 - Renseignements complémentaires	Erreur ! Signet non défini.
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
9.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Mesures d'urgence simple / Désordres structurels : Réhabilitation du bâtiment horloge et réparation des charpentes à la Maison d'Arrêt de Rouen

Mise en sécurité par réhabilitation structurelle du bâtiment dit horloge, et reprise en sous-oeuvre des fermes de charpente sur l'ensemble de la toiture à la Maison d'Arrêt de Rouen

Lieu(x) d'exécution :

Maison d'Arrêt de Rouen

76100 Rouen

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Gros oeuvre - Démolitions
02	Désamiantage et échafaudage parapluie
03	Couverture-Charpente

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un lot, plusieurs lots ou tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	45110000-1	Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement
02	45262660-5	Travaux de désamiantage
03	45261000-4	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

2.3 - Variantes

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base. Ils peuvent présenter une variante pour le lot 3 article 3-3.2 du CCTP

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

BA CONCEPTION

2 rue de la croix Lormel – Immeuble LE LEJON

22190 PLERIN

Nom du contact : Angelo BELLIA Tél : 06 79 67 95 76 Mail : angelo@baconception.fr

Missions attribuées : Etudes ACT – DET – OPC - AOR

3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

Le coordonnateur des systèmes de sécurité incendie sera précisé ultérieurement.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique est assuré par :

QUALICONSLT

Avenue des hauts Grigneux, Mach 8

79420 BIHOREL

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé de niveau II sera assurée par :

Tommy VINCENT

Apave Infrastructures et Construction France

2 rue des Mouettes – 76130 MONT SAINT AIGNAN

Portable : 07 64 88 56 47

Mail : tommy.vincent@apave.com

4 – Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informés que le titulaire devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du CCAP qui rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du titulaire lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les manquements constatés.

4.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- L'annexe n°1 au CCAP – Conditions d'accès sur les lieux de détention
- L'annexe n°2 au CCAP – Consignes de sécurité individuelle
- L'annexe n°3 au CCAP – Engagement de confidentialité
- L'annexe n°4 au CCAP – Fiche individuelle de renseignement
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le règlement de consultation
- Le DPGF
- Le certificat de visite

- Le calendrier prévisionnel d'exécution
 - Les plans
 - Le diagnostic et repérage amiante
 - Le rapport initial du contrôle technique
 - Le plan général de coordination
 - Le diagnostic structure et carnet de repérage
- Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

LE DIAGNOSTIC ET REPERAGE AMIANTE, LE DIAGNOSTIC STRUCTURE ET CARNET DE REPERAGE AINSI QUE LES PLANS seront communiqués par la Direction Interrégionale des Services de Rennes service UAMP I

Pour obtenir ces documents, le candidat doit transmettre l'annexe 3 du CCAP « Engagement de confidentialité » à l'adresse suivante : uamp.disp-rennes@justice.fr

A réception de l'annexe 3, ces documents seront envoyés au demandeur via une plateforme d'échanges sécurisée.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pour la PARTIE ADMINISTRATIVE et la PARTIE TECHNIQUE comprenant les pièces suivantes :

6.1.1 Pièces de la candidature dans le sous-dossier nommé PARTIE ADMINISTRATIVE

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Autres compétences et qualifications :

Lot 1 : Gros oeuvre - démolitions

Les compétences et références en travaux spéciaux de type reprises en sous-oeuvre, forage et démolitions avec contraintes de grande hauteur, scellements par injection sont obligatoires. Les compétences et références en travaux spéciaux sur ouvrages anciens en maçonnerie voire monuments historiques seront appréciés.

Lot 2 : Désamiantage et échafaudage parapluie

Les compétences et références en travaux de désamiantage (SS3 ou SS4) avec contrainte de grande hauteur en couverture sont obligatoires.

Lot 3: Couverture et Charpente

Les compétences et références en travaux de couverture ardoise et Charpente traditionnelle sur bâti ancien voire monuments historiques seront appréciés.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.1.2 Pièces de l'offre dans le sous-dossier nommé PARTIE TECHNIQUE

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
L'annexe n°1 au CCAP : Conditions d'accès sur les lieux de détention	Oui
L'annexe n°2 au CCAP : Consignes de sécurité individuelle	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Oui

Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Le certificat de visite	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

coordonnée de la personne à contacter : GOLYNSKI Jérémie

adresse mail : jeremie.golynski@justice.fr

L'envoi de la copie de la carte nationale d'identité est obligatoire, au moins 48 heures en amont du jour de la visite. La carte nationale d'identité est à transmettre à l'adresse mail suivante :

demande-acces.ma-rouen@justice.fr et en copie aux adresses mails ci-dessous :

jeremie.golynski@justice.fr

perrine.drode@justice.fr

La date de visite est la suivante : 13 décembre 2024

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement :

- Les pièces de la candidature / PARTIE ADMINISTRATIVE
- Les pièces de l'offre / PARTIE TECHNIQUE

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;

- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

DISP de Rennes

DBF / UAMP

18 bis rue de Châtillon – CS 23131 – 35031 RENNES

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

.pdf ; .doc ; .xls ; .dot ; .odt ; .dwg

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40
2-Valeur technique	60
2.1-Mémoire technique et méthodologique : <i>A - Ce mémoire doit mettre en exergue le process opérationnel proposé par l'entreprise pour réaliser spécifiquement les ouvrages de cette opération, la prise en compte des contraintes du site et du milieu carcéral doivent être identifiés. Les matériaux (fiches techniques), et équipements et autres avis techniques doivent être fournis.</i>	30
2.2-Planning entreprise et Moyens mis en oeuvre propres à l'opération : <i>B - Moyens humains à désigner (chef de chantier, composition de l'équipe, qualification), le nombre de personnes à chaque grande phase doit être identifiable.</i> <i>C - Moyens matériels proposés par l'entreprise et adéquation avec les contraintes du site.</i> <i>D - Note sur la gestion des déchets liée à l'opération (Charte chantier propre ou SOPAQ voire certification)</i>	30 10 10 10

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Critère 1 – Prix des prestations 40 pts

L'offre la moins onéreuse (exceptée celle qualifiée d'anormalement basse) se verra attribuer la note maximale de 40 points.

Pour les autres offres, elles seront notées de la manière suivante :

Note offre examinée = (offre la meilleure x 40) / offre examinée

Critère 2 – Valeur technique sur 60 pts

Les notes seront attribuées comme suit pour :

Sous-critère 2.1 : Sur 30 pts : Très bon 30/30 Bien 22,5/30 Moyen 15/30 Insuffisant 2/30

Sous-critère 2.2 : Sur 30 pts → Répartition B, C et D sur 10 pts

Très bon 10/10 Bien 7,5/10 Moyen 5/10 Insuffisant 1/10

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES
3 Contour de la Motte
35000 RENNES

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr